

Appel

Les reniements ça suffit !

Les élus, le Gouvernement, doivent agir sans délai !

Depuis le 28 octobre, 120 Roms dont cinquante enfants et nourrissons sont accueillis à la Bourse du travail de Lille, dans les conditions les plus précaires et insupportables, suite à une honteuse expulsion sans solution de logement, du parking P4 de l'université de Villeneuve d'Ascq.

Nous le disons clairement les droits fondamentaux : droit à la dignité humaine, droits de l'enfant, interdiction des discriminations, droit à la santé et à l'éducation, etc.. inclus dans les traités internationaux, directives européennes, préambule de la constitution de 1946 devenue le préambule de la constitution de 1958, le code de l'action sociale et des familles, ont été violés.

La circulaire interministérielle du 26 août 2012, indique que les évacuations ne sauraient avoir lieu sans recherche préalable de solutions d'hébergement, sans concertation avec les associations, ni établissement d'un diagnostic social et sanitaire de la situation individuelle des personnes concernées. Rien de tout cela n'a été fait.

Les populations ROMS sont les otages d'une politique répressive et discriminatoire qui leur dénie les droits des citoyens européens. Nous ne pouvons qu'être révoltés devant l'«inhumanité d'Etat» froidement programmée et politiquement assumée. Nous ne pouvons tolérer cet épisode de plus parmi les dizaines d'évacuations répétées réalisées ces derniers mois, qui enfoncent à chaque fois dans plus de pauvreté, plus de précarité, plus de misère ces migrants européens comme tant d'autres migrants.

Les syndicats de la Bourse du Travail sont les otages du pouvoir politique et des élus locaux qui jusqu'à ce jour refusent de proposer une issue et recherchent la paralysie de l'action syndicale. Nous nous insurgons contre l'immobilisme des élus et du gouvernement et exigeons une solution immédiate humaine et digne.

Cela passe par le règlement immédiat de la crise humanitaire qui se noue à la bourse du travail de Lille par une proposition alternative mise en œuvre par les pouvoirs publics.

Au-delà cela nécessite un moratoire de toutes les expulsions et une conférence permanente incluant les pouvoirs publics et l'ensemble des organisations et associations qui agissent quotidiennement avec et pour la sauvegarde de la dignité, l'insertion des ROMS, l'éducation de leurs enfants, la préservation de leur santé.

C'est à la misère croissante, à la pauvreté de masse, à une austérité sans rivage, qu'il faut s'attaquer. Ce sont les droits sociaux de tous les humains quelle que soit leur origine, leur dignité, qu'il faut respecter.

Céder devant ces principes c'est donner le feu vert à la xénophobie, au racisme et à une extrême droite qui a déjà réussi à banaliser l'inconcevable.

Lille le 9 novembre 2013

Premiers signataires : Vincent Delbar, Didier Costenoble, Vladimir Nieddu,

Organisations signataires : UD CGT Nord, FSU 59/62, SOLIDAIRE 59/62,

Nous collectons les premières signatures jusqu'au 11 novembre 17 h, réponse sur solidariteromsfives@gmail.com ce sera ensuite sur un site dédié de signature en ligne en cours de création.